



*Liberté • Égalité • Fraternité*

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA RÉGION AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

## **Autorité Environnementale**

### **Préfet de région**

**Décision de l'Autorité environnementale  
après examen au cas par cas sur le projet dénommé  
« Construction d'un supermarché  
avec parking ouvert au public »  
sur la commune de Bonnefamille  
(Isère)**

Décision n° 2019-ARA-KKP-2152  
G 2019-005760

## DÉCISION

à l'issue d'un examen au cas par cas  
en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement

Le préfet de région Auvergne-Rhône-Alpes,

Vu la directive 2011/92/UE modifiée du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L. 122-1, R. 122-2 et R. 122-3 ;

Vu l'arrêté de la ministre de l'écologie, du développement durable, et de l'énergie du 12 janvier 2017, relatif au contenu du formulaire d'examen au cas par cas ;

Vu l'arrêté n° 2018-415 du 7 décembre 2018 du préfet de région, portant délégation de signature en matière d'attributions générales à Madame Françoise NOARS, directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Auvergne-Rhône-Alpes ;

Vu l'arrêté n° DREAL-SG-2019-06-04-53 du 6 juin 2019 portant subdélégation de signature en matière d'attributions générales aux agents de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes ;

Vu la demande enregistrée sous le n° 2019-ARA-KKP-2152, déposée complète par l'entreprise « Immo Colruyt France » le 8 août 2019, et publiée sur Internet ;

Vu la contribution de l'agence régionale de la santé en date du 20 août 2019 ;

Vu la contribution de la direction départementale des territoires de l'Isère en date du 26 août 2019 ;

**Considérant** la nature du projet consistant en :

- l'aménagement d'un terrain de 6 835 m<sup>2</sup> pour la réalisation d'un supermarché ;
- la construction d'un bâtiment de 1 768 m<sup>2</sup> de surface de plancher répartis sur deux niveaux ;
- la réalisation d'un parking ouvert au public de 84 places ;
- la réalisation de voirie interne et réseaux divers liés à l'aménagement du site ;

**Considérant** que le projet présenté relève de la catégorie 41a « aire de stationnement ouverte au public » ;

**Considérant** la localisation du projet :

- en continuité de l'urbanisation existante du hameau de « l'Allouette » ;
- au nord d'un giratoire le long des routes départementales n°518 et n°75 ;
- sur un site dont l'occupation actuelle des sols est partiellement concernée par des espaces en herbe avec voirie et partiellement occupée par un bâti d'un commerce de brocanterie-antiquité ;

**Considérant** l'absence sur le site de projet de zonage réglementaire ou zonage d'inventaire relatif à la protection de l'environnement ;

**Concluant**, au regard de tout ce qui précède, compte-tenu des caractéristiques du projet présentées dans la demande, des enjeux environnementaux liés à sa localisation, de ses impacts potentiels, et des mesures d'évitement et de réduction adoptées par le maître d'ouvrage que le projet ne justifie pas la réalisation d'une évaluation environnementale ;

## DÉCIDE :

### Article 1

Sur la base des informations fournies par le pétitionnaire, le projet de « construction d'un supermarché avec parking ouvert au public », n°2019-ARA-KKP-2152 présenté par l'entreprise « Immo Colruyt France », concernant la commune de Bonnefamille (Isère), n'est pas soumis à évaluation environnementale en application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement.

### Article 2

La présente décision, délivrée en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement, ne dispense pas du respect des réglementations en vigueur, ni des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis par ailleurs.

Elle ne préjuge pas des décisions qui seront prises à l'issue de ces procédures.

### Article 3

La présente décision sera publiée sur le site Internet de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Auvergne-Rhône-Alpes.

Fait le 9/9/2019

Pour le préfet et par délégation,  
Pour la directrice et par subdélégation

#### **Voies et délais de recours**

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux à compter de sa notification ou de sa mise en ligne sur internet.

Seule la décision soumettant à évaluation environnementale peut faire l'objet d'un recours contentieux. Sous peine d'irrecevabilité de ce recours, un recours administratif préalable est obligatoire (RAPO) conformément aux dispositions du VI de l'article R. 122-3 du code de l'environnement et doit être effectué dans un délai de deux mois à compter de la notification de la décision ou de sa mise en ligne sur internet. Ce recours suspend le délai du recours contentieux. Le recours contentieux doit être formé dans un délai de deux mois à compter du rejet du RAPO. L'administration statuera sur le fondement de la situation de fait ou de droit prévalant à la date de sa décision.

La décision dispensant d'évaluation environnementale ne constitue pas une décision faisant grief mais un acte préparatoire ; elle ne peut faire l'objet d'un recours contentieux. Comme tout acte préparatoire, elle est susceptible d'être contestée à l'occasion d'un recours dirigé contre la décision autorisant le projet.

#### Où adresser votre recours ?

- Recours administratif ou le RAPO

Monsieur le Préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes  
DREAL Auvergne-Rhône-Alpes, service CIDDAE / pôle AE  
69453 LYON cedex 06

- Recours contentieux

Monsieur le président du Tribunal administratif de Lyon  
Palais des juridictions administratives  
184 rue Duguesclin  
69433 LYON Cedex 03